



Relance budgétaire

## 2019, année rose ou année noire ?

Selon que l'on croît ou pas aux vertus d'une relance keynésienne



© Freepik - dooder



*Mécomptes publics, François Ecalle*

Avant le mouvement social des gilets jaunes, les prévisions de croissance de l'économie française en 2019 étaient pour la plupart comprises entre 1,5 et 2,0 %. Le déficit public devait être de 2,8 % du PIB selon le gouvernement. Deux scénarios économiques, l'un rose et l'autre noir, sont désormais envisageables pour 2019.

Dans le premier scénario, keynésien, le gouvernement va faire une relance budgétaire en augmentant le déficit et le pouvoir d'achat des ménages d'environ 0,5 point de PIB par des baisses d'impôts et des hausses de dépenses publiques. En 2019, les ménages consommeront plus et les entreprises produiront plus, ce qui entraînera une hausse de l'emploi. Avec les multiplicateurs



sera de seulement 0,25 point de PIB.

“Dans le premier scénario, keynésien, les ménages consommeront plus et les entreprises produiront plus, ce qui entraînera une hausse de l’emploi”

Au pire, en restant dans ce cadre de pensée, la baisse de la production de certaines entreprises au dernier trimestre 2018 ne sera pas totalement compensée en 2019 et, malgré cette relance, le PIB augmentera finalement comme prévu avant novembre 2018. Le déficit public serait alors majoré de 0,5 point pour se situer à environ 3,3 % du PIB.

## Le scénario d’une crise grave

Dans le deuxième scénario, les entreprises réduiront fortement leurs investissements et leurs recrutements. Elles peuvent en effet considérer que désormais, toute mesure de politique économique impopulaire déclenche un mouvement de gilets jaunes, abusivement assimilés par beaucoup de commentateurs au “peuple”, qui bloqueront les routes et permettront, par des manifestations inorganisées, à des casseurs de saccager les villes. Dans ces conditions, aucun gouvernement n’osera prendre de telles mesures.

Pour essayer de rééquilibrer les comptes publics, il faudra taxer plus fortement les ménages “riches” et les entreprises (ou réduire les dépenses publiques pouvant leur profiter), qui sont déjà en moyenne plus taxés que dans les autres pays européens. Les mesures actuellement envisagées pour réduire le déficit public vont d’ailleurs dans le sens d’un alourdissement de la fiscalité des entreprises et, si l’ISF n’est pas rétabli dans les prochains mois, il le sera très probablement après la prochaine élection présidentielle.

“Dans le deuxième scénario, les entreprises réduiront fortement leurs investissements et leurs recrutements”

Cette baisse de l’investissement et des recrutements pourrait fortement ralentir l’activité économique en France dans un contexte international marqué par le risque d’un Brexit sans accord, les prémices d’une guerre commerciale et une politique économique démagogique en Italie. Le deuxième scénario est celui d’une crise grave, alors même que les capacités de réaction des politiques budgétaire et monétaire sont très affaiblies. La question ne sera alors pas de savoir si le déficit public sera de 3,0 ou de 3,4 % du PIB en 2019, mais s’il dépassera 6,0 % du PIB comme en 2009-2010. La zone euro sera alors soumise à de très fortes tensions centrifuges.

J’espère que les économistes keynésiens ont raison mais je n’en suis pas du tout sûr.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)